

## Le CRDI au Venezuela

**L**e CRDI soutient la recherche au Venezuela depuis plus de 30 ans, mais ses travaux y ont été les plus intenses pendant la décennie 1980. La qualité et l'efficacité de l'éducation, des niveaux primaires à supérieurs, de même que la croissance commerciale et le développement scientifique ont été les principaux enjeux sur lesquels ont porté les recherches menées au cours de ces dix années.

À présent, le CRDI travaille à faciliter la participation de chercheurs et de responsables de politiques vénézuéliens à des réseaux régionaux et internationaux. Le Venezuela compte d'ailleurs parmi les pays membres du Réseau des chefs de file du cybergouvernement en Amérique latine et dans les Caraïbes, le RED GEALC, que finance le CRDI. Ce réseau rassemble les responsables régionaux des activités d'établissement du cybergouvernement pour la mise en commun de leur savoir et de leur expertise et la formulation de solutions pour la prestation électronique de services gouvernementaux. Le Venezuela participe également à l'initiative andino-amazonienne d'une organisation non gouvernementale du

Pérou qui vise à prévenir l'utilisation illégale ou contraire à l'éthique de ressources génétiques.

En outre, deux propositions de projets présentées par des chercheurs du Venezuela ont remporté de petites subventions de recherche du CRDI. La première démarche, qui s'intéresse à la municipalité de Miranda, dans l'état du Mérida, consiste en une étude de la pérennité du haut bassin du río Motatán. Le second projet relève, quant à lui, du Centro Nacional de Cálculo Científico (CECALC – centre national de calculs scientifiques) de l'Université de los Andes et vise l'innovation numérique. Le CECALC étudie les différentes possibilités d'intégrer et d'administrer des services de réseau en appui aux technologies de l'information et de la communication en Amérique latine.

Par ailleurs, dans le cadre d'un projet récent du CRDI au Venezuela, on a analysé les répercussions de la décentralisation des soins de santé amorcée dans les années 1980. Le manque de direction gouvernementale dans le processus de décentralisation et la privatisation qui a suivi ont donné lieu, en effet, à un système de soins de santé fragmenté, où règnent les inégalités entre les états et entre les services offerts selon qu'ils

## Le CRDI au Venezuela

sont publics ou privés. Au début de l'année 2000, le Centro de Estudios del Desarrollo (CENDES – centre d'études sur le développement), de l'Université centrale du Venezuela, a réagi à l'intérêt renouvelé du gouvernement fédéral pour la santé, l'éducation et la nécessité de nouvelles options stratégiques en utilisant une subvention du CRDI pour examiner, dans huit états, la variation sur les 15 dernières années des taux de mortalité maternelle et infantile. Contrairement aux attentes, cet examen a révélé que les états les plus prospères avaient échoué à réduire ces taux après la décentralisation, et que si des améliorations avaient été constatées, c'était plutôt dans la façon dont les états usaient des pouvoirs de décision leur ayant été nouvellement dévolus. Le CENDES s'est donc servi de ces constatations pour éclairer le sous-comité législatif responsable de l'élaboration de la nouvelle loi sur la santé.

Par ailleurs, pendant les années 1990, des chercheurs de la Universidad Metropolitana de Caracas, parrainés par le CRDI, ont mis à l'épreuve une méthode d'intervention et de jeux structurés pour les mères et leurs bébés, dont l'objectif était d'améliorer le développement mental et psychomoteur des enfants de familles pauvres du Venezuela. Après un an de jeux de stimulation, on a constaté chez les bébés participants des progrès considérables sur les plans intellectuel et moteur. Ces résultats ont donc incité des travailleurs sociaux vénézuéliens à intégrer cette stratégie aux programmes destinés aux femmes démunies. D'ailleurs, la méthode a su capter l'intérêt à travers le monde, et des organismes internationaux l'utilisent présentement en Afrique du Sud et en Roumanie.

Enfin, le CRDI a manifesté concrètement son appui à des travaux de mesure du degré de pollution aux métaux lourds des principaux cours d'eau du Venezuela et du potentiel qu'offre ce pays en matière d'écotourisme.

Bref, depuis 1973, le CRDI a injecté près de 4 millions CAD dans 25 projets menés au Venezuela, et consenti une somme de 688 920 CAD à deux initiatives régionales auxquelles participe le pays.

### QUELQUES PROJETS

#### Soutien au développement du cybergouvernement

Les démocraties fragiles des Amériques se remettant de difficultés économiques et d'années de régimes autocratiques, de plus en plus de gens et de groupes s'efforcent de participer de façon constructive à l'administration publique. Les gouvernements de la région voient en l'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC) le potentiel d'accroître l'efficacité, la transparence et la reddition de comptes des institutions gouvernementales à tous les paliers, tout en favorisant une participation plus étendue du public.

Le Réseau des chefs de file du cybergouvernement en Amérique latine et dans les Caraïbes, le RED GEALC, a été formé en 2004 par suite d'ateliers de cybergouvernance régionaux. L'Organisation des États américains (OEA) et l'Institut pour la connectivité dans les Amériques (ICA), hébergé au CRDI, soutiennent ce réseau au sein duquel 60 dirigeants du cybergouvernement de 31 pays mettent en commun leur savoir, leur expertise et des solutions de prestation

électronique de services gouvernementaux. De plus, le RED GEALC offre de la formation et un portail grâce auxquels le grand public est tenu informé de l'usage de l'Internet que fait son gouvernement. Le Réseau voit également à la réalisation d'études de cas au Venezuela, en Argentine, au Chili, en Colombie et au Panama dans le but de définir les pratiques exemplaires et de cerner les solutions de pointe pour les programmes de cybergouvernance en place ou en voie d'élaboration. Cette démarche a d'ailleurs été retenue dans le cadre d'un récent concours régional, et bénéficie en conséquence d'un financement supplémentaire de 200 000 USD consenti par la Banque de développement interaméricaine (BDI).

(Projet n° 101929, Soutenir le développement du cybergouvernement en Amérique latine et dans les Caraïbes; période visée : 2003–2006; contribution du CRDI : 411 476 CAD; personne à contacter au CRDI : Ben Petrazzini; partenaire de recherche : Benito Mendoza, Centro Nacional de Tecnología de Información, Ministerio de Ciencia y Tecnología, Av. Universidad, Esquina el Chorro, Torre MCT, Piso 11, La Hoyada, Caracas. Tél. : (+ 212) 771-8638; téléc. : (+212) 564-6116, courriel : benitomendoza.@cnti.gov.ve)

### Gestion durable de l'eau dans les villes

Le contrôle de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine est un défi de taille dans nombre de villes en croissance rapide de l'Amérique latine. C'est pourquoi, de 2000 à 2005, le CRDI a financé de petits projets de recherche qui visaient à évaluer l'impact de l'agriculture, de l'élevage et du développement industriel sur les réserves d'eau municipales, à mesurer le potentiel d'utilisation d'eaux usées en agriculture urbaine et à cerner des solutions possibles aux problèmes d'inondation.

Ainsi, le Secrétariat de gestion de l'environnement du CRDI a octroyé une petite subvention à la municipalité de Miranda en vue de la mise en oeuvre d'un plan de conservation et de protection du haut bassin du río Motatán, source d'eau cruciale pour les états de Mérida, de Trujillo et de Zulia. La recherche se penche particulièrement sur les différents usages faits des eaux s'écoulant du Páramo del Aguila et sur l'impact de l'activité humaine, de l'agriculture et de l'élevage sur la qualité de l'eau dans les municipalités.

(Projet n° 050116-027, Partenariat entre intervenants multiples pour une gestion durable de l'eau en Amérique latine et dans les Caraïbes; période visée : 2004–2006; contribution du CRDI : 20 000 CAD; personne à contacter au CRDI : Walter Ubal; partenaires de recherche : María Magdalena Rubio, Alcaldía del Municipio de Miranda, Av. Bolívar, Edificio Municipal, Oficina de Planta Baja, Timotes, Estado de Mérida, Venezuela. Tél. : (+ 58) 271-231-1616; téléc. (+ 58) 271-231-1355; courriel : mariamagda59@hotmail.com)

### Biopiratage et ressources génétiques

Le biopiratage est l'utilisation illégale ou contraire à l'éthique de ressources génétiques et de savoir local. Or, dans certains pays d'Amérique latine, il est arrivé que des chercheurs en pharmacutique du Nord, désirant breveter de nouveaux médicaments à des fins commerciales, menacent les droits des populations à leur savoir local sur les plantes.

Le CRDI appuie donc la Sociedad Peruana de Derecho Ambiental (SPDA – société péruvienne de droit environnemental), qui dirige un projet visant à prévenir le biopiratage dans les pays andins (Brésil, Colombie, Équateur et Venezuela). Cette démarche comprend la constitution de

## Le CRDI au Venezuela

groupes de travail nationaux sur le biopiratage et la promotion d'une collaboration régionale aux fins de l'élaboration de stratégies de prévention.

La SPDA a également créé un site Web, appelé *Iniciativa para la Prevención de la Biopiratería* (Initiative de prévention du biopiratage), afin de permettre aux cinq pays andins de mettre en commun de l'information, des pratiques actuelles de protection des ressources et des suggestions de nouveaux procédés.

(Projet n° 102369, Accès aux ressources génétiques : leçons apprises et recommandations sur des mesures législatives futures; période visée : 2004–2006; contribution du CRDI : 251 960 CAD; personne à contacter au CRDI : Merle Faminow; partenaire de recherche : SPDA, Prolongación Arenales 437, San Isidro, Lima 27, Pérou. Tél. : (+511) 422-2720; téléc. : (+511) 442-4365, courriel : postmaster@spda.org.pe. Sites Web d'intérêt : [www.spda.org.pe](http://www.spda.org.pe) et [www.biopirateria.org](http://www.biopirateria.org) (Iniciativa para la Prevención de la Biopiratería). Partenaire de recherche au Venezuela : María Elisa Febres, VITALIS – Sede Nacional, Torre Cémica, Piso 10, Ofc. 10 C, Avenida Francisco de Miranda, Chacao – Caracas, Edo. Miranda, Venezuela. Tél. : (+58) 02-122-671-379; courriel : mefebres@vitalis.net)

**Pour un complément d'information, prière de communiquer avec le Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes du CRDI.**

Adresse : Avenida Brasil 2655, 11300 Montevideo, Uruguay.  
Tél. : (+598-2) 709-0042; téléc. : (+598-2) 708-6776;  
courriel : [lacroinf@idrc.org.uy](mailto:lacroinf@idrc.org.uy); site Web : [www.crdi.ca/lacro/](http://www.crdi.ca/lacro/)

Septembre 2006

WWW.CRDI.CA

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

**Centre de recherches pour le développement international**

CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9  
Tél. : 613-236-6163  
Téléc. : 613-238-7230  
Courriel : [info@crdi.ca](mailto:info@crdi.ca)